

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Covid-19 : un plan national de vaccination en perspective

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

DANS son discours à la nation, le 31 décembre 2020, le président de la République s'est montré sensible d'une part, aux efforts déployés par l'équipe gouvernementale pour maîtriser la propagation du Covid-19 dans notre pays et, d'autre part, à la résilience du peuple gabonais à faire face à cette maladie.

Rappelant que cette crise sanitaire n'est pas encore derrière nous, mais exige, au contraire beaucoup plus de vigilance, de prévention et de contrôle, Ali Bongo Ondimba a annoncé un retour progressif, en cette année 2021, à une vie normale. "C'est pourquoi, j'ai instruit le gouvernement de réfléchir à un nouveau plan d'assouplissement progressif des mesures prises pour

contrer le virus", a-t-il notamment déclaré ce 31 décembre dernier. Ces mesures porteront, assure le numéro un gabonais, aussi bien sur l'activité économique, que sur les activités sociales, comme les cultes ou le sport, indispensables au bien-être du corps comme de l'esprit.

S'il est bien de faire une rétrospective de l'ensemble des actions menées dans le cadre de la riposte contre le coronavirus, se projeter dans le futur est encore mieux. Raison pour laquelle le chef de l'État fixe le cap pour l'avenir en mettant davantage l'accent sur la protection et la préservation de la vie des Gabonais.

C'est dans ce sens d'ailleurs que le vaccin apparaît comme l'alternative la plus réaliste. "Nous serons d'autant plus forts que, face au virus, la science progresse à grands pas. Des vaccins ont été

élaborés et homologués. Je souhaite que les Gabonais soient parmi les premiers, en Afrique, à en bénéficier", a indiqué Ali Bongo Ondimba. "C'est pourquoi j'ai d'ores et déjà donné instruction au gouvernement de travailler à un plan national de vaccination. Tout, je dis bien tout, sera fait pour vous protéger. Vos efforts, combinés à la perspective de l'accès au vaccin font que je suis confiant en l'avenir", a-t-il ajouté. Car, bien que sous contrôle dans notre pays, la crise du Covid-19 suscite tout de même quelques frayeurs en ce moment. 61 nouveaux cas positifs ont été diagnostiqués au 30 décembre dernier par le Copil (Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre le coronavirus). Avec une hausse sensible du nombre de cas actifs (de 90 à 119 en l'espace de 3 jours).



Photo: DRI/L'Union

Le chef de l'État a donné instruction au gouvernement pour travailler à un plan national de vaccination.

Cinquante mille emplois d'ici 5 ans dans la filière bois

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LE secteur bois doit être le futur poumon de l'économie gabonaise pour mieux faire face au chômage. C'est la conviction mise en exergue dans son discours de vœux à la Nation, le 31 décembre 2020, du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Lequel a encore affirmé sa détermination à placer cette filière au centre de ses perspectives.

Pour le numéro un gabonais, son pays doit saisir ce contexte de relance économique pour amplifier ses efforts de diversification économique. La seule solution capable de générer de multiples emplois. "Nos objectifs sont précis et ambitieux, j'en conviens. D'ici 5 ans, nous visons la création de 50 000 nouveaux emplois rien que dans la filière bois. Nous y parviendrons grâce à la transformation locale, sur place, de nos ressources", prévoit le président. En moyenne, ce secteur devra donc fournir 10 000 emplois par an. Un projet réaliste si le gouvernement maintient solidement le cap de la transformation du modèle économique qui porte aujourd'hui ses fruits avec l'exemple



Photo: MING/L'Union

Une usine de transformation du bois dans la zone économique de Nkok.

de la Zone économique de Nkok. En plus, le Gabon soutient l'installation de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Comme l'a indiqué le chef de l'État, il s'agit d'un vaste marché de plus d'un milliard de consommateurs, qui permettra aux pays du continent de s'industrialiser davantage et d'intensifier leurs échanges économiques. Évidemment, cette zone pourrait engendrer le renforcement des entreprises existantes, puisqu'elle bénéficiera d'un marché plus vaste et suscitera la création de nouvelles entreprises. En jouant son rôle dans le mouvement de la Zlecaf, il apparaît assez difficile que le Gabon et les autres pays africains puissent passer à côté de la bataille de l'emploi des jeunes.

Il faut désendetter le pays !

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LA pandémie de Covid-19 a contraint la majorité des États africains à recourir de manière exceptionnelle à l'emprunt extérieur pour équilibrer leurs comptes, et limiter les effets dévastateurs de cette crise sanitaire sur de nombreux secteurs stratégiques de leurs économies. A l'instar des pays producteurs de pétrole frappés par la chute brutale des cours de l'or noir, le Gabon a dû recourir à ses traditionnels bailleurs de fonds pour compenser cet énorme gap financier et relancer son économie.

Cette orientation inévitable a naturellement gonflé sa dette extérieure qui a atteint les 5 800 milliards de francs à fin septembre 2020. Un seuil jugé critique par de nombreux organismes internationaux dont le Fonds monétaire international (FMI) Cependant, en dépit de la sévérité de la crise, le gouvernement a tenu à honorer ses engagements intérieurs et extérieurs.

Ainsi, sur les 9 premiers mois de l'année 2020, ce sont près de 1000



Photo: MING/L'Union

Nicole Janine Lydie Roboty Mbou, Ministère de l'Économie.

milliards de francs de créances qui ont été réglées dont 714 milliards de FCFA pour la seule dette extérieure (70 %).

Un exploit exceptionnel en période de récession et qui démontre la capacité de résilience du Gabon et le respect de sa signature sur les marchés internationaux.

Pour le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, cet effort de désendettement doit absolument se poursuivre en 2021 avec comme objectif majeur de descendre sous la barre critique des 70 % du PIB. " Cette année encore, le Gabon poursuivra son objectif de désendettement. La crise de la Covid-19 a poussé nos États, tous les États,

à recourir de manière exceptionnelle à l'emprunt.

Ce fut une parenthèse. En 2021, le Gabon qui jouit d'une solide réputation de solvabilité, entend ramener son taux d'endettement sous la barre des 70% du PIB. Nous n'avons pas le droit de vivre à crédit sur le dos de nos enfants, de leur transmettre le fardeau de la dette.

Réduire la dette, c'est retrouver des marges de manœuvre pour mieux financer, dès à présent, l'économie, la santé, l'éducation, le social, les infrastructures. Mais c'est aussi offrir aux générations futures un avenir meilleur ", a souligné Ali Bongo Ondimba.